

Présentation de l'opération

CONSTRUCTION D'UN ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE
COMMUNE DE NIMES
DÉPARTEMENT DU GARD

Mai 2024

SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | Présentation générale du projet | 4 |
| 1.1 | OBJET DU DOSSIER..... | 4 |
| 1.2 | LE MAITRE D'OUVRAGE | 5 |
| 1.3 | LOCALISATION DU SITE D'IMPLANTATION | 7 |
| 1.4 | SCENARIO D'IMPLANTATION RETENU POUR LE NOUVEL ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE | 7 |
| 2 | Contexte de la politique immobilière : la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la Justice | 9 |
| 2.1 | « LES CHANTIERS DE LA JUSTICE » | 9 |
| 2.2 | LE PLAN PENITENTIAIRE | 10 |
| 3 | Contexte général du projet..... | 11 |
| 3.1 | CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA POLITIQUE CARCERALE | 11 |
| 3.2 | PRINCIPES FONDATEURS DES NOUVEAUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | 13 |
| 3.3 | PRESENTATION DU FONCTIONNEMENT D'UN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE | 15 |
| 4 | Enjeux généraux de l'opération | 19 |
| 4.1 | AMBITIONS DE L'OPERATION | 19 |
| 4.2 | REINSERTION ACTIVE : LE PARCOURS D'EXECUTION DE LA PEINE | 19 |
| 4.3 | LA PRISE EN COMPTE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION..... | 20 |
| 4.4 | L'OPTIMISATION FONCTIONNELLE AVEC DES COUTS MAITRISES..... | 20 |
| 4.5 | LES OBJECTIFS ARCHITECTURAUX ET D'INSERTION DANS LE SITE | 20 |
| 5 | Enjeux techniques et environnementaux..... | 21 |
| 5.1 | L'EXIGENCE DE SECURITE ET DE SURETE | 21 |

| | | |
|----------|---|-----------|
| 5.2 | LES OBJECTIFS DE L'EXPLOITATION-MAINTENANCE | 22 |
| 5.3 | S'INSCRIRE DANS UNE DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE | 22 |
| 6 | Présentation du site | 23 |
| 6.1 | LIMITES D'EMPRISE..... | 23 |
| 6.2 | ETAT ACTUEL DU SITE | 24 |
| 6.3 | PROJET DE ZONE D'ACTIVITE..... | 25 |
| 7 | Principales caractéristiques du site d'implantation..... | 26 |
| 7.1 | ACCES AU SITE..... | 26 |
| 7.2 | ARRIVEE DES RESEAUX | 27 |
| 7.3 | TOPOGRAPHIE / HYDROGRAPHIE..... | 29 |
| 7.4 | ÉTUDE GEOTECHNIQUE..... | 29 |
| 7.5 | EXPERTISE ECOLOGIQUE : ENJEUX..... | 30 |
| 8 | Contraintes urbaines | 31 |
| 8.1 | OUTILS DE PLANIFICATION URBAINE | 31 |
| 8.2 | SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE..... | 31 |
| 8.3 | PATRIMOINE CULTUREL | 32 |
| 8.4 | DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE | 32 |
| 8.5 | RISQUES MAJEURS..... | 33 |
| 8.6 | DEPLACEMENTS | 35 |
| 9 | Données de calibrage programmatique | 36 |
| 9.1 | DONNEES CAPACITAIRES | 36 |
| 9.2 | REPARTITIONS DES SURFACES | 37 |

| | | |
|-----|--|----|
| 9.3 | PRINCIPE DE LOCALISATION DES UNITES FONCTIONNELLES | 37 |
|-----|--|----|

1 Présentation générale du projet

1.1 Objet du dossier

Le présent dossier concerne la réalisation d'un nouvel établissement pénitentiaire d'une capacité nominale de 700 places sur les communes de Nîmes et de Milhaud (30). Il s'inscrit dans un programme de création de nouvelles places sur l'ensemble du territoire national (15000 places à horizon 2027). Le futur établissement à sûreté renforcée, aura une surface utile totale d'environ 24 000 m² (détention, hors détention, personnels et visiteurs, ...), et sera dédiées aux détenus homme selon le calibrage suivant :

- Un Quartier d'Accueil et d'Evaluation d'une capacité nominale de 60 places
- Un quartier Maison d'arrêt avec unité UAT d'une capacité nominale de 113 places
- Un quartier maison d'arrêt avec unité personnes vulnérables d'une capacité nominale de 113 places
- Deux quartiers centre de détention d'une capacité nominale de 150 places chacune
- Un quartier respect d'une capacité nominale de 114 places
- Un quartier d'isolement d'une capacité totale de 20 places
- Un quartier disciplinaire d'une capacité totale de 20 places
- Une unité pour détenus violents d'une capacité totale de 10 places
- Une unité sanitaire.

1.2 Le maitre d'ouvrage

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) est un établissement public administratif spécialisé, placé sous la tutelle du ministère de la Justice, qui lui confie la conception et la réalisation des grands projets immobiliers relevant des différentes directions du Ministère.

✓ Missions








L'APIJ, aux termes de ses statuts, a pour mission de construire, rénover et réhabiliter les palais de justice et les établissements pénitentiaires, les écoles de formation du ministère, en France métropolitaine et en outre-mer.

Elle participe également par ses études et expertises à la définition de nouveaux programmes immobiliers, en collaboration avec les directions centrales ministérielles. Elle est l'expert conseiller et opérateur du ministère de la Justice, sa tutelle, sur des problématiques liées à l'immobilier : maîtrise du coût de la construction, politique d'assurances, développement durable, et exploitation-maintenance.

✓ Statut

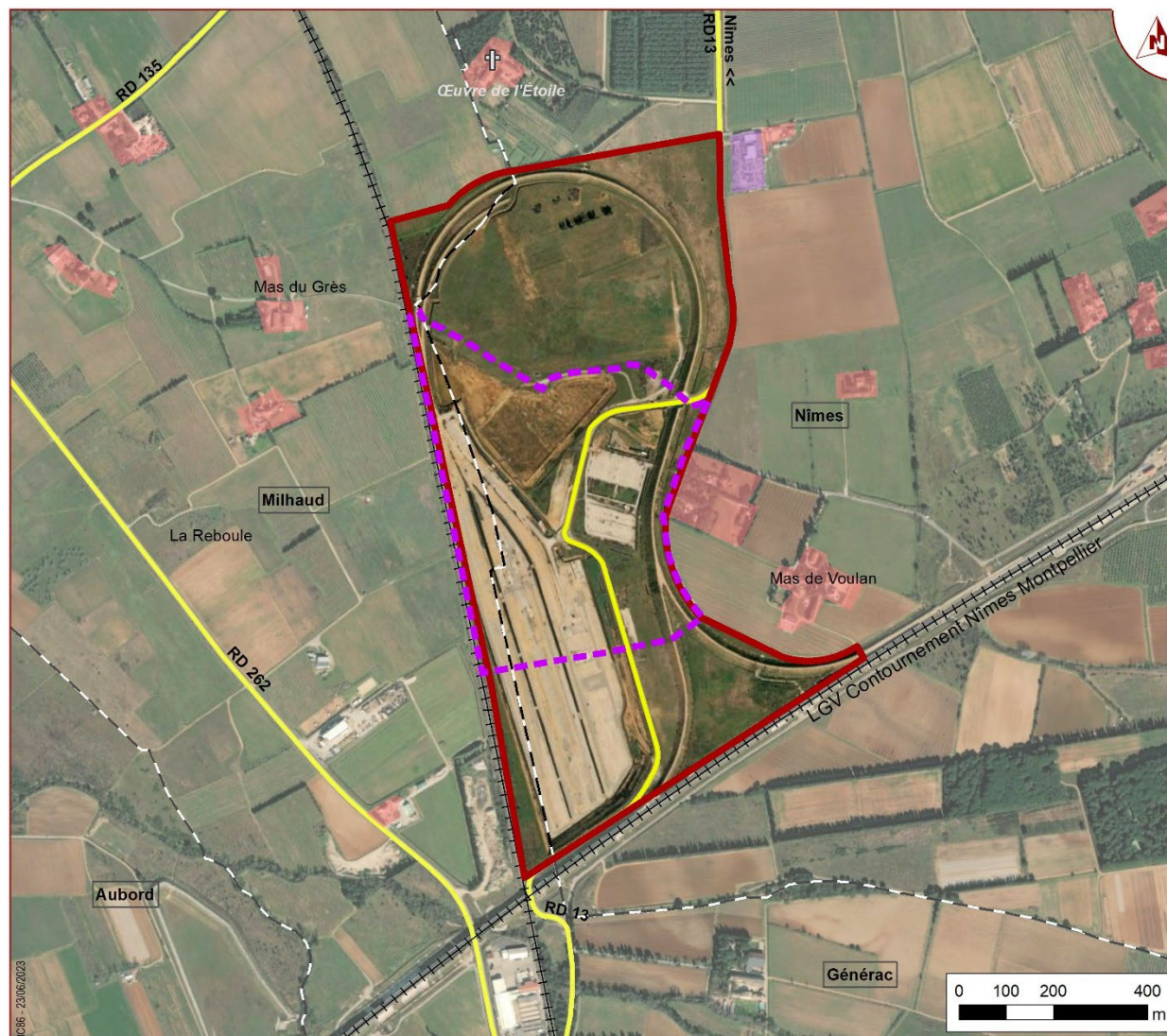
L'APIJ est régie par le décret n°2006-208 du 22 février 2006, décret pris notamment en application de l'article 205 de la loi du 9 mars 2004 relatif à l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité. Au titre de l'article 3 de ce décret, l'APIJ peut notamment gérer l'ensemble des procédures foncières et immobilières nécessaires à la réalisation des opérations qui lui sont confiées.

Périmètre DUP = Emprise du projet

-  Périmètre du site d'étude
-  Périmètre DUP
-  Limite de commune
-  Route départementale
-  Voie ferrée
-  Stockage de matériel
-  Zone d'habitation



Fond de plan : Orthophoto IGN
Source: IGN / Egis / Urban atlas Copernicus



1.3 Localisation du site d'implantation

Le projet est localisé sur les communes de Nîmes et de Milhaud, entre la voie ferrée à l'Ouest et au Sud et la route Gênerac RD13 à l'Est. Son emprise fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) en cours d'instruction.

Le site correspond à une partie de l'ancienne base de travaux SNCF pour la construction de la ligne LGV Nîmes-Montpellier.

L'accès au site se fera par la déviation de la RD13 qui longera le site à l'Est.

Un projet de zone d'activité logistique sera voisin direct du centre pénitentiaire, au sud. Il sera développé la collectivité locale (Nîmes Métropole). Ses travaux pourront se dérouler en concomitance avec ceux du centre pénitentiaire.

1.4 Scénario d'implantation retenu pour le nouvel établissement pénitentiaire

La surface utile totale est estimée à un 24 000 m² et les bâtiments pourront atteindre jusqu'à 15 à 20 m de haut.

Le projet consiste en la réalisation d'un nouvel établissement pénitentiaire d'une capacité nominale de 700 places.

Après l'examen de différents scénarios d'implantation dans une emprise plus globale dite "site d'étude" et correspondant à l'ancienne base oc'via, l'établissement pénitentiaire sera implanté au milieu-bas de la zone oc'via (cf. emprise périmètre DUP plus haut) afin de limiter les impacts sur les enjeux écologiques (zone à fort enjeux écologiques au nord),






de respecter la SUP 1 de la canalisation de gaz au nord du site et de permettre l'implantation d'une zone logistique au sud.

Le dévoiement de la RD13 sera nécessaire le long de la butte existante à l'est.

La zone en enceinte sera constituée d'un polygone simple. Cette configuration permettra d'assurer une bonne visibilité sur l'ensemble du mur d'enceinte depuis les miradors, et de proposer un glacis uniforme de 20 m de large et ainsi de respecter la largeur minimale autour des bâtiments de détention.


Les stationnements seront implantés en partie Est du site, le long de la route d'accès dévoyée.

Scénario 2 - Variante 2 - 700 places



-  Périmètre du site d'étude
-  Limite de commune
-  Route départementale
-  Voie ferrée
-  Canalisation de transport de gaz

Scénario d'implantation





Surface en enceinte et hors enceinte

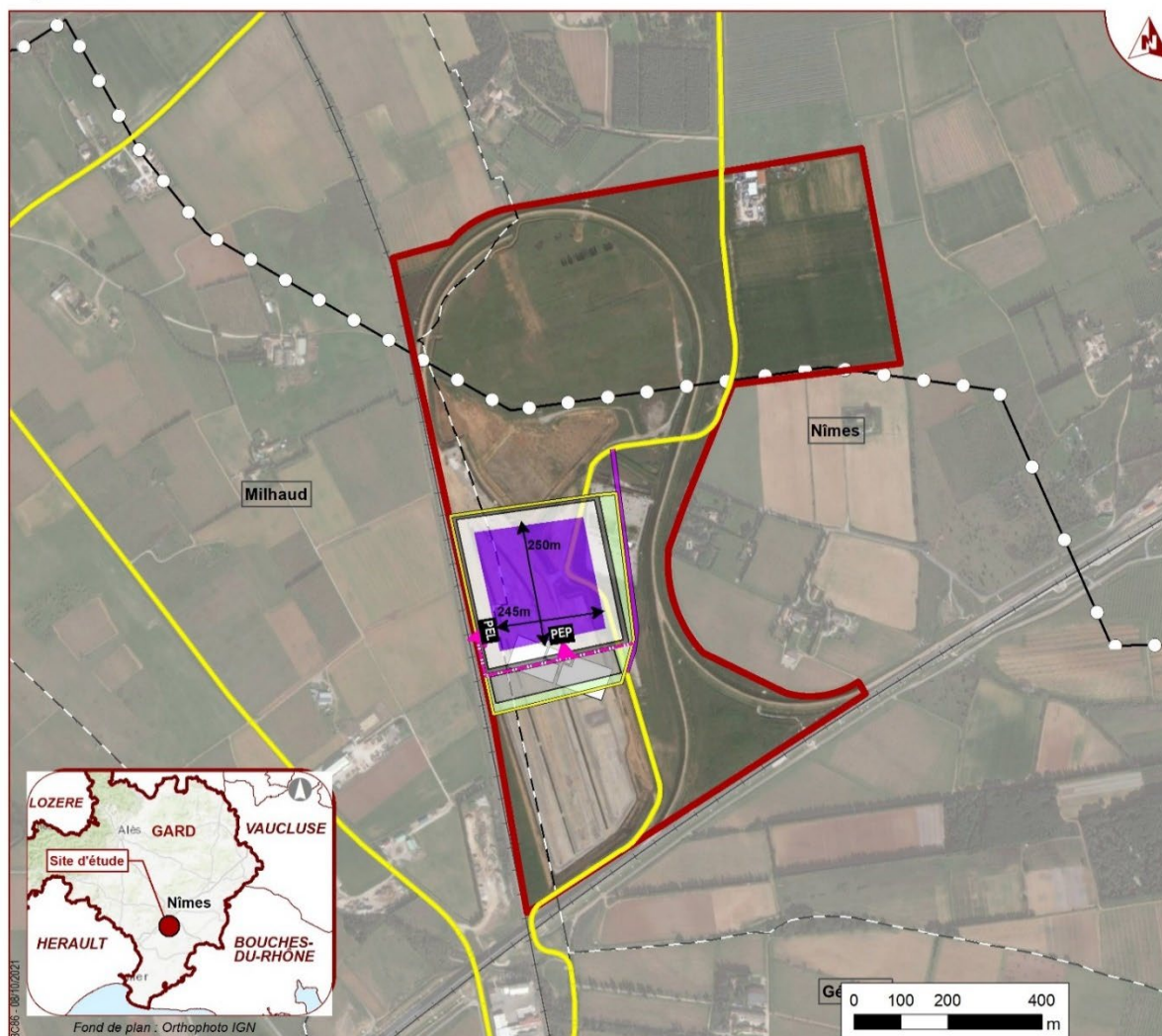
-  Surface en enceinte et hors enceinte (13,8 ha)

Surface occupée par l'enceinte (9,3 ha) :

-  Limite bâtie et espaces extérieurs en enceinte
-  Chemin de ronde, Glacis, Zone neutre

Surface hors enceinte :

-  Annexes
-  Voie carrossable
-  Abords extérieurs
-  Tronçon de départementale à construire
-  Voie d'accès



2 Contexte de la politique immobilière : la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la Justice

Les conditions de détention des personnes détenues et de travail des personnels font l'objet de démarches et d'objectifs politiques soutenus, dont les principaux axes sont développés ci-après.

La loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice s'appuie sur les conclusions des chantiers de la justice lancés en octobre 2017 dans cinq domaines (la transformation numérique, l'amélioration et la simplification de la procédure pénale, l'amélioration et la simplification de la procédure civile, l'adaptation du réseau des juridictions, le sens et l'efficacité des peines).

En matière pénitentiaire les intentions du ministère de la Justice ont été présentées par la Garde des Sceaux dans le Plan Pénitentiaire présenté en conseil des Ministres, dès le 12 septembre 2018.

L'opération de l'établissement pénitentiaire de Nîmes sud s'inscrit dans ce contexte.

2.1 « Les Chantiers de la Justice »

Plusieurs orientations sur l'évolution du contexte carcéral ont été présentées lors de la visite du Président de la République Emmanuel Macron à l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire, à Agen le 6 mars 2018. Ce discours faisait écho aux « Chantiers la Justice » lancés le 6 octobre 2017 à Nantes par le Premier ministre, Édouard Philippe, et la Garde des Sceaux, Nicole Belloubet.

« **Le sens et l'efficacité des peines**¹ » est ainsi présenté comme le quatrième des cinq axes de la réforme.

Trois objectifs y sont développés :

- « redonner du sens à la peine »
- « renforcer l'efficacité des peines »
- « mettre en œuvre un programme immobilier »

Ils se traduisent par le développement des « peines autonomes et alternatives en facilitant les conditions de leur prononcé (la détention à domicile sous surveillance électronique devient une vraie peine autonome, le champ de la peine de Travaux d'Intérêt Général est largement étendu...)»² et par le principe d'éviter « les courtes peines, en prohibant le prononcé des peines inférieures ou égales à un mois ferme et en prévoyant que, sauf exception, les peines de moins de six mois s'exécuteront hors des établissements pénitentiaires (détention à domicile sous

¹ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

²

Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur)³».

De plus il s'agit de fusionner « la contrainte pénale et le sursis avec mise à l'épreuve en conservant le meilleur de chacun de ces deux régimes⁴ ».

L'ensemble de ces mesures permettra de répondre à l'objectif global d'amélioration des **« conditions de détention en développant le travail et la formation⁵ »**.

Par ailleurs, un programme immobilier est mis en place afin de lutter contre la surpopulation carcérale. Il va de pair avec la nouvelle politique de renforcement des peines.

Le programme immobilier des « Chantiers de la Justice » propose de répondre à un triple objectif tendant, « vers l'encellulement individuel pour atteindre un taux de 80 % », à « assurer une meilleure sécurité dans les détentions, pour les agents qui y travaillent comme pour les détenus » et à « faire de l'incarcération un temps utile pour la reconstruction du condamné et la lutte contre la récidive »⁶.

« Le programme immobilier repose à la fois sur la construction de maisons d'arrêt [...] et, sur des structures à sécurité adaptée. Ces dernières ont vocation à accueillir des condamnés en fin de peine, dont le potentiel de réinsertion est avéré, ainsi que des condamnés à des courtes peines pour lesquels la mise en place de suivis actifs et de programmes

de prévention de la récidive sera plus aisée que dans les maisons d'arrêt. »

C'est donc un programme équilibré qui doit permettre de livrer ou de lancer en chantier 7 000 places supplémentaires en 2022 et de livrer 8 000 autres places supplémentaires pour d'ici 2027.

L'atteinte de l'encellulement individuel, à hauteur de 80 %, doit être un objectif. Il sera aussi la conséquence de la double action structurelle conduite en vue de redonner sens et efficacité aux peines et d'augmenter les capacités des établissements pénitentiaires pour les porter à 75 000 places.

2.2 Le Plan Pénitentiaire

Le Plan Pénitentiaire permet de mettre en œuvre l'axe pénitentiaire du projet de loi de programmation et de réforme de la Justice.

Le Plan Pénitentiaire se décompose en quatre mesures envisageant principalement une réécriture de l'échelle des peines, de nouveaux types d'établissements pénitentiaires et de régimes de détention. L'accent est également mis sur la réinsertion des détenus et une réflexion est portée en faveur des personnels pénitentiaires.

« Conduire une stratégie immobilière globale » est ainsi présenté comme la deuxième mesure du Plan

³ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

⁴ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

⁵ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

⁶ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

Pénitenciaire : *« La nouvelle politique des peines s'accompagne d'une stratégie immobilière ambitieuse à partir d'une réflexion renouvelée quant à la nature des établissements et des régimes de détention qui y sont mis en œuvre »*⁷.

Le programme immobilier prévoit la création de nouveaux types d'établissements et l'évolution du régime de détention avec la création des structures d'accompagnement vers la sortie (SAS), des quartiers respect dans les centres pénitenciaires et de deux prisons expérimentales centrées le travail des personnes incarcérées.

- Outre la construction de nouvelles maisons d'arrêt, est annoncée la construction de centres pénitenciaires dotés de quartiers respect : *« L'ensemble de l'outil pénitenciaire doit, en effet, être tourné vers la réinsertion grâce à la plus grande individualisation possible du parcours, du prononcé de la sanction au terme de son exécution, avec un suivi tenant compte de la nature de l'infraction, de sa gravité, de l'auteur de cette infraction, de la situation dans laquelle il est et de son évolution »*.
- Les quartiers respect ont vocation à accueillir à la fois des prévenus et des condamnés dans des conditions favorisant l'autonomie des personnes détenues : *« Dans ces quartiers, les déplacements se feront à l'aide de badges. [...] Les détenus pourront accéder à des espaces d'atelier permettant de développer une réelle activité professionnelle. La sécurité sera adaptée au profil de ces détenus. Il n'y aura pas, par*

exemple, systématiquement de barreaux aux fenêtres ».

- Deux établissements expérimentaux seront également construits *« intégrant des entreprises partenaires pour développer un dispositif de prise en charge par le travail en détention et qui se poursuivra après la libération »*.

Enfin, cette stratégie immobilière prévoit l'adaptation des règles d'affectation des détenus présentant un risque particulier d'évasion. Ils seront placés *« dans les établissements les plus sécurisés, indépendamment de leur statut pénal de prévenu ou de condamné »*.

L'ensemble de ces mesures permettra de bénéficier d'un parc immobilier pénitenciaire *« adapté à la réalité des besoins, à la nature de la prise en charge que nous entendons offrir aux différentes populations détenues »*.

3 Contexte général du projet

3.1 Contexte réglementaire de la politique carcérale

3.1.1 Règles pénitenciaires européennes (2006)

Les règles pénitenciaires européennes, non contraignantes pour les États, visent à harmoniser les politiques pénitenciaires des états membres du conseil de l'Europe et à faire adopter des pratiques et des normes communes. L'administration pénitenciaire a ainsi décidé de faire du respect des règles pénitenciaires européennes un objectif

⁷ Extrait du « Plan pénitenciaire » présenté par la garde des sceaux le 12 septembre 2018

prioritaire en ce qui concerne l'orientation de sa politique de modernisation, et ses pratiques professionnelles.

La Direction de l'Administration Pénitentiaire a ainsi identifié 8 des 108 règles européennes comme axes prioritaires de développement des futurs programmes pénitentiaires :

- **la labellisation** de certains établissements par un certificateur ;
- **l'organisation de l'accueil** des détenus entrants, le repérage et l'orientation de la population pénale ;
- l'élaboration d'un **parcours d'exécution de peines** et l'ouverture d'un livret individuel ;
- le traitement des requêtes des détenus ;
- le maintien des liens familiaux ;
- la possibilité pour le détenu de contacter à tout moment un personnel, y compris la nuit ;
- le respect d'un **cadre éthique** pour les personnels ;
- la nécessaire **information** au public.

3.1.2 La Loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 : un tournant

La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 inscrit dans le droit interne des États la grande majorité des règles pénitentiaires européennes (circuit arrivant, travail pluridisciplinaire, téléphonie, etc.) par la reconnaissance des droits fondamentaux des personnes détenues. Cette reconnaissance se traduit notamment par une volonté d'accompagnement global des personnes détenues, et entièrement dirigé vers la réinsertion active, à compter de leur mise en détention (accueil).

Les principaux objectifs de la nouvelle loi pénitentiaire s'articulent notamment autour des thématiques d'amélioration des conditions d'organisation de la qualité de vie, des conditions de fonctionnement interne à

l'établissement de détention (hygiène, soin, activités...), ainsi qu'à l'amélioration des relations avec l'extérieur (travail, formation, famille...) et :

- le droit à la **formation** ;
- le droit au **travail** : exercice d'une activité professionnelle encouragée (taux horaire fixé par décret et indexé sur le SMIC) ;
- la proposition d'**activités** à la personne détenue : en 2010, fixé par la Garde des Sceaux à 5 heures d'activités encadrées/jour/personne détenue ;
- **l'accès aux soins** : qualité et continuité des soins ;
- le maintien des **liens familiaux** : accueil des familles amélioré, usage du téléphone facilité, droit de pouvoir bénéficier d'au moins une unité de visite familiale ou UVF ou un parloir familial par trimestre ;
- le développement des **aménagements** de peine ;
- le principe de **l'encellulement individuel** réaffirmé.

3.1.3 La Réforme pénale du 15 août 2014

La réforme pénale organisée par la « Loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales », dite « Loi Taubira », vise à lutter contre la récidive en développant, non la répression, mais l'individualisation des peines. Son principal objectif est donc d'améliorer l'efficacité des peines prononcées en distinguant leur double fonction : en premier lieu la sanction du coupable de l'infraction mais également les conditions de sa réinsertion. Cette double fonction de la peine détermine son choix et les modalités de son exécution. Les conditions d'application de cette réforme prévoient entre autres :

- la **contrainte pénale** : qui soumet la personne condamnée à un ensemble d'obligations et à un accompagnement soutenu ;
- une **évaluation régulière** de l'évolution de la personne condamnée pour adapter ses obligations ;

- un examen par le Juge d'Application des Peines de la Situation des Personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus, lorsqu'elles ont exécuté les 2/3 de leur peine (**possibilité d'un aménagement de peines**) ;
- l'examen obligatoire de la possibilité d'une libération conditionnelle pour les personnes détenues condamnées à des longues peines, examiné lors d'un débat contradictoire lorsqu'elles ont exécuté les 2/3 de leur peine ;
- un seuil d'emprisonnement permettant au juge d'aménager la peine fixée à 1 an.

3.2 Principes fondateurs des nouveaux établissements pénitentiaires

3.2.1 Soutenir une réinsertion active

Si un établissement est un lieu de privation de liberté, c'est également un lieu de réinsertion. Le dispositif de réinsertion est fondé sur des nécessités de prévention du suicide, de réinsertion dans la société et de lutte contre la récidive.

L'espace carcéral, lui-même, s'articule autour de différentes entités fonctionnelles, spatialement identifiables et définies (vie, travail, soin, lien social, activités, culte, sport, etc.). Il porte une fonction symbolique permettant de structurer le projet de réinsertion par l'affirmation d'un message positif qui rend perceptible, à tous les stades d'expression, la notion de parcours d'exécution de la peine (qui est étroitement associée à l'idée d'individualisation de la peine).

3.2.2 L'amélioration des conditions de détention

Les principes fondateurs s'attacheront à :

- centrer la conception des établissements sur la personne détenue dans le cadre de son parcours

d'exécution de peine,

- favoriser la réinsertion active des détenus : préparation à la sortie, lutte contre la récidive, et prévention du suicide,
- réaffirmer l'objectif d'exigence de la dignité de la personne détenue comme une priorité. Les conditions de vie matérielles des personnes détenues doivent correspondre aux exigences de confort physique et moral, d'hygiène et de sécurité, considérées comme dignes tout en restant simples,
- mettre en œuvre les droits des personnes détenues : Les personnes privées temporairement de leur liberté conservent leur qualité de sujet de droit et une inéluctable vocation, en fonction des conditions fixées par les règles en vigueur, à réintégrer un jour la société libre. Ainsi, la réinsertion s'appuie sur les droits fondamentaux du détenu, en particulier : l'obligation d'activités encadrées dès lors que celles-ci s'inscrivent dans le parcours de réinsertion du détenu, le maintien de la vie professionnelle, l'accès aux droits, la préparation à la sortie par les aménagements de peine, le maintien des liens familiaux par l'amélioration des visites, le droit au travail et à la formation,
- favoriser autant que faire se peut le lien social. Les espaces de socialisation seront développés de façon à permettre aux détenus, en fonction de leurs profils, d'éviter un retranchement en cellule, de maintenir les contacts avec leurs familles, de vivre des relations apaisées avec les intervenants, les personnels, et les autres détenus.

3.2.3 L'amélioration des conditions de travail du personnel

Les principes fondateurs s'attacheront à donner aux personnels des établissements pénitentiaires des conditions d'exercice favorables aux missions dévolues, facilitant les actions, le suivi des mouvements, et l'accompagnement individualisé des personnes détenues.

L'administration pénitentiaire souhaite mettre en avant le respect de la considération des personnels et la qualité des conditions de travail des agents. L'objectif est de soulager les tâches matérielles au profit d'une relation plus directe avec les détenus, de préserver un climat de sérénité dans les relations de travail, d'améliorer et de faciliter les conditions d'observation et de sécurité des personnels.

Pour cela, la conception prendra en compte :

- la qualité d'usage facilitant l'exercice des métiers de surveillance et d'accompagnement des personnes détenues dans leur suivi et leurs activités,
- les conditions de vie et de travail dans les locaux et les lieux fréquentés par l'ensemble du personnel (répondre aux exigences de lumière naturelle, de vue sur l'extérieur, de confort thermique, en acoustique, etc.),
- l'ergonomie des postes de travail (de l'administration, du greffe, des postes protégés), en particulier ceux qui sont tenus en permanence ou sur une longue durée, et qui assurent le maintien de la sûreté, la qualité de convivialité et de sérénité de tous les locaux du personnel en dehors du travail posté, afin de s'inscrire en différence avec le traitement des espaces de travail pour contribuer à la détente.

3.2.4 L'amélioration des conditions de sécurité du personnel de surveillance et des personnes détenues

Le développement de l'encellulement individuel doit permettre de répondre aux besoins de confinement des individus particulièrement dangereux et d'offrir le droit pour les autres détenus d'être protégés contre toute pression et agression.

La conception des établissements pénitentiaires devra contribuer efficacement à la mise en œuvre de conditions adaptées à chaque profil des personnes détenues, voire à la séparation des populations, selon le niveau de sûreté requis pour chacune d'elle.

La multiplication des établissements sur le territoire d'une part, la distinction claire et la mise à distance des bâtiments au sein d'un même établissement d'autre part, et enfin la différenciation des unités d'hébergement au sein d'un même bâtiment, doivent aider à la gestion des affectations des détenus par le personnel pénitentiaire à chaque échelle de la prise en charge pénitentiaire.

Les principes fondateurs s'attacheront à :

- faciliter la sécurité des personnels grâce à l'organisation fonctionnelle des locaux et des circulations, en proscrivant toute situation d'isolement ou d'éloignement des agents : les cheminements dans les bâtiments ou en extérieur éviteront tout recoin, les distances seront limitées, les angles morts seront proscrits. Des solutions de co visibilité entre agents seront recherchées notamment entre les unités d'hébergement d'un même bâtiment (solutions de neufs par exemple),
- développer un projet global : La conception de la sécurité et la recherche de la qualité architecturale seront menées de pair afin de faciliter les solutions passives. L'objectif est de sécuriser tant les personnels que les personnes détenues (chacun doit pouvoir remplir ses missions et exercer son activité tout en se sentant protégé, et cela dans tous les lieux où ce sentiment de sécurisation est nécessaire).

Les nouveaux établissements présenteront des conditions de travail et de vie en détention les plus apaisantes possibles.

3.3 Présentation du fonctionnement d'un établissement pénitentiaire

3.3.1 Types de quartier et régimes de détention

Le concept de l'établissement se base sur la différenciation des personnes détenues, via une phase d'évaluation, puis d'affectation dans un quartier d'hébergement.

- Quartier d'accueil et d'évaluation : prise en charge des nouveaux arrivants

Ce quartier est destiné exclusivement aux hommes majeurs. Ils sont pris en charge à leur arrivée dans l'établissement dans le **QAE**, où l'observation de leur comportement est réalisée (notamment pour une estimation du risque de dangerosité et du risque suicidaire), de même que leur parcours d'exécution de la peine est initié (choix des activités).

- Quartier centre de détention

Ce quartier est exclusivement destiné aux hommes majeurs condamnés à des peines supérieures à deux ans. Il s'agit d'un quartier en régime fermé, dont les portes des cellules sont maintenues fermées 24h sur 24, sauf plages horaires permettant la socialisation à l'échelle de l'unité et selon des aménagements horaires variables selon les personnes détenues.

- Quartier maison d'arrêt hommes

Ce quartier est exclusivement destiné aux hommes majeurs prévenus ou condamnés à des peines inférieures à deux ans. Il s'agit d'un quartier en régime fermé, dont les portes des cellules sont maintenues fermées 24h sur 24, sauf plages horaires permettant la socialisation à l'échelle de l'unité et selon des aménagements horaires variables selon les personnes détenues.

- Quartier respect : personnes prévenues ou condamnées à de courtes ou longues peines

Ce quartier se caractérise par l'accueil de personnes détenues ayant fait preuve d'autonomie positive au sein de l'établissement, ne présentant pas de risque de dangerosité au sens pénitentiaire, et disposées à respecter un rapport contractuel apaisé avec l'administration pénitentiaire et avec les autres détenus. Ce quartier permet de maintenir, ou de retrouver avant la sortie, les conditions d'une autonomie de mouvement et de gestion personnalisée dans le temps et dans l'espace, favorisant la prise en considération de la personne et ses choix de socialisation (gestion du temps, des espaces préférentiels, non répétitivité des activités, rapports sociaux personnalisés et moins collectivisés...).

- Unité pour détenus « vulnérables »

Lorsqu'un détenu manifeste un comportement de repli sur soi ou d'exclusion, il sera accueilli dans cette unité à l'échelle réduite qui permet une meilleure protection de la personne et réduit le risque d'agression (cette unité disposera par exemple de sa propre cour de promenade et fonctionnera en régime ouvert). Cette unité est intégrée à un quartier du centre de détention.

- Quartier d'isolement et disciplinaire

Le quartier **QI** accueille les hommes prévenus et condamnés pour lesquels une mesure d'isolement individuel a été requise, par eux-mêmes ou par le juge, afin d'assurer une protection réciproque vis-à-vis des autres personnes détenues. Le **QD** correspond aux mesures de détention spécifiques prévues dans le cadre de sanctions disciplinaires au cours de la détention.

- Unité pour détenus violents

L'Unité pour Détenus Violents accueille des personnes ayant porté un acte de violence sur les personnels, ou présentant

par leur comportement pénitentiaire un risque élevé de violence vis-à-vis des autres personnes. La direction décide de l'affectation dans cette unité après passage en CPU (Commission Pluridisciplinaire Unique). L'affectation dans cette unité ne correspond pas à la traduction d'une mesure disciplinaire.

- Service médico-psychologique régional (SMPR)

Cette unité est intégrée à l'unité sanitaire dont les missions portent sur des actions de prévention, de diagnostic et de soins. Le SMPR assure la prise en charge et le suivi psychiatrique et psychologique des personnes détenues qui relèvent de ces soins. Il comporte une zone d'hébergement de 18 places.

- Pôle de Rattachement et d'Extraction Judiciaire (PREJ)

Le pôle de rattachement d'extraction judiciaire a pour mission les extractions judiciaires vers les palais de justice, les transferts judiciaires vers d'autres centres pénitentiaires et les autorisations de sortie sous escorte. Il dessert principalement l'établissement ainsi que d'autres établissements du ressort de la direction interrégionale de rattachement. Il peut également desservir les établissements de ressorts limitrophes.

Il s'agit de transporter et de surveiller les personnes détenues entre établissements pénitentiaires et palais de justice, lorsque celles-ci sont appelées à comparaître devant le juge (rendez-vous, confrontations, audiences publiques...) ou entre établissements pénitentiaires lorsqu'il s'agit de transferts.

3.3.2 La journée en détention

Chaque détenu dispose d'un règlement qui est assimilable à celui des autres détenus de son unité d'hébergement.

Le planning d'activité encadrée est organisé chaque semaine et est propre à chaque détenu, celui-ci s'engage à le respecter. Toute activité est planifiée, organisée et surveillée, à l'exception des activités personnelles que développent les détenus du quartier de confiance qui vivent davantage en autonomie, et dont les obligations sont adaptées (ex : pointages des présences à heure fixe plusieurs fois par jour).

Tout détenu, quel que soit son régime de détention, a accès à des activités encadrées journalières, hors week-end. Les activités encadrées sont de différents types :

- travail pénitentiaire,
- service général,
- formation professionnelle,
- formation scolaire,
- activités culturelles et socioculturelles,
- activités sportives,
- activités informatiques,
- programmes de prévention de la récidive.

Elles peuvent avoir un caractère individuel ou collectif.

Au-delà des heures d'activités encadrées, le détenu peut avoir d'autres motifs de déplacements :

- les visites reçues,
- les soins et contrôles médicaux,
- les activités culturelles,
- les rencontres avec les partenaires extérieurs ou intervenants (pôle emploi, aide au logement, les représentants des autorités administratives et

consulaires...),

- les entretiens avec les personnels pénitentiaires (les personnels de direction, les officiers, les premiers surveillants et les personnels d'insertion et de probation),
- les entretiens avec les autorités judiciaires (juge de l'application des peines, parquet...).

En termes d'organisation spatiale, certaines fonctions seront très accessibles depuis tous les quartiers et feront l'objet d'une utilisation alternée dans le temps (ex : gymnases...). Cette gestion est d'autant plus délicate qu'il y a différents régimes de détention (mode ouvert, mode fermé). Ainsi, d'autres activités seront implantées au sein même des quartiers d'hébergement pour faciliter la gestion des flux.

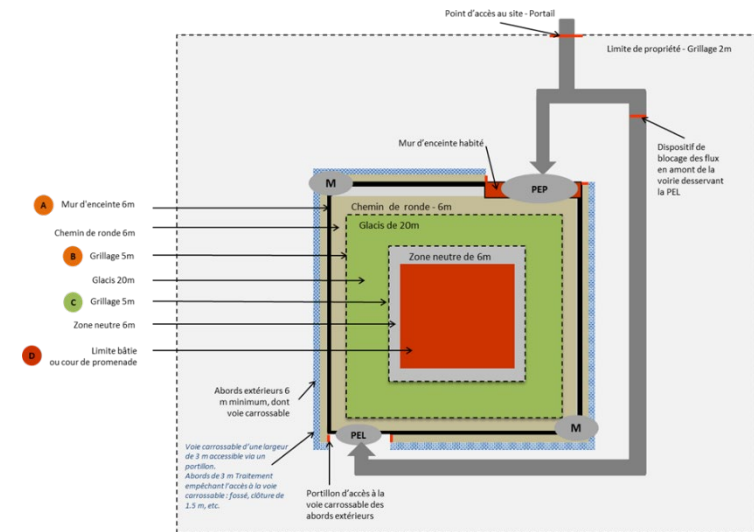
Les personnes détenues demeurent sous la surveillance constante du personnel, qui a la possibilité de contrôler leurs actions et d'intervenir.

Le dimensionnement des surfaces est fondé sur une **proposition de 5 heures d'activités par jour et par personne détenue**.

3.3.3 Organisation spatiale : sûreté et structuration de l'espace

La sûreté est une ligne directrice majeure de la conception globale du Centre de détention. L'établissement intégrera les principaux éléments de sûreté nécessaires à son fonctionnement.

A titre indicatif, voici un schéma de synthèse sur les éléments de sûreté d'un établissement pénitentiaire :



Nb : cette représentation est schématique et n'impose pas le positionnement de la PEP et de la PEL. Les deux entrées sont néanmoins localisées sur des côtés différents du mur d'enceinte

Sur ce schéma nous retrouvons notamment :

- La protection périmétrique

La protection périmétrique est la dernière défense contre l'évasion et le seul élément efficace contre une intrusion. Le Centre de détention sera protégé par deux enceintes successives.

- Le chemin de ronde

L'espace entre les deux enceintes successives (intérieure et extérieure) Du centre de détention constitue le chemin de ronde. Le cas échéant, ce dernier permet également

l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers, en complément des surveillants.

- Le glacis

Le glacis est une bande de terrain découvert positionné à l'intérieur du mur d'enceinte. Il a pour fonction de retarder l'évasion ou l'intrusion, ainsi que d'empêcher les jets d'objets et les parloirs sauvages (communications orales entre les personnes détenues et des personnes situées à l'extérieur du Centre de détention). Il contribue à la zone sûreté périmétrique par la mise à distance des espaces en détention vis-à-vis du mur d'enceinte.

- La zone neutre

La zone neutre est une zone non constructible à respecter à l'intérieur de l'enceinte, au-delà du chemin de ronde et du glacis. Elle est située entre la clôture grillagée intérieure du glacis et l'ensemble des bâtiments, cours de promenade et terrains de sport.

- Les miradors

Les miradors sont des postes protégés qui contribuent à la protection de l'établissement. Leur fonction est de dissuader, de surveiller, de détecter et d'intervenir. Ils assurent leurs missions 24h/24h.

Ils sont au nombre de 2 par établissement en situation courante. Ils sont disposés sur le mur d'enceinte, en situation opposée l'un de l'autre, afin de couvrir la totalité de linéaire du périmètre de l'enceinte. Leur conception est régie par des exigences ergonomiques précises.

- Les filins anti-hélicoptères :

Le dispositif interdit à l'hélicoptère de se poser et empêche l'emploi de treuillage ou l'envoi d'échelles de corde par le risque, en cas d'accrochage, de déséquilibre de l'appareil en station.

Il doit aussi permettre de retarder les actions de personnes déposées dans l'enceinte lors des cheminements en toiture.

Il s'agit d'un réseau de câbles au-dessus des espaces à protéger, tenu par des poteaux ou une trame primaire de câbles.

Les filins anti-hélicoptères couvrent l'ensemble des cours de promenade de tous les quartiers, et toutes les surfaces au sol accessibles ou non aux personnes détenues, dès lors qu'elles excèdent un cercle de 8m.

- L'enceinte

L'enceinte du Centre de détention sera matérialisée par un mur de 6 m de haut, et sera ouverte en deux points : une porte d'entrée principale et une porte d'entrée logistique. La configuration de l'enceinte devra, autant que faire se peut, favoriser la surveillance (par vidéosurveillance notamment) en tâchant de minimiser les angles morts. Etant donné la nature de l'établissement à sécurité renforcée, deux miradors sont inclus aux angles opposés du mur d'enceinte.

- La PEP

La PEP : Porte d'entrée principale, entrée exclusive pour les piétons, et entrée des fourgons. Cette entrée représente l'entrée symbolique du centre de détention. Elle est tenue 24h/24h. Elle est lisible, évidente pour la personne qui arrive, et facile d'accès depuis l'entrée sur le domaine pénitentiaire.

- La PEL

La PEL : porte d'Entrée Logistique, entrée secondaire, exclusivement réservée aux véhicules de livraisons et logistiques.

3.3.4 Organisation fonctionnelle : points structurants

Le principe d'organisation fonctionnelle retenu est celui de la sectorisation en grandes zones, ou entités d'usage de niveau de sécurité équivalent :

- le premier niveau de séparation s'inscrit dans la nature même de l'enceinte : on distingue ainsi les zones « hors enceinte » et « en enceinte »,
- incluses dans l'enceinte, on distingue les zones « en détention » et « hors détention », ainsi que les interfaces entre ces deux zones.

L'occupation et les accès (entrée et sortie) de chacune des zones sont marqués par :

- une limite à franchir,
- des points de contrôle, positionnés sur la limite et nécessitant une autorisation pour passer à la zone suivante.

4 Enjeux généraux de l'opération

4.1 Ambitions de l'opération

4.1.1 Endiguer la surpopulation carcérale

Comme cela est précisé à l'article 1.1 de la présente note, l'opération s'inscrit dans le cadre des « Chantiers de la Justice » lancés le 6 octobre 2017 à Nantes par le Président de la République.

4.1.2 Construire les prisons de demain

Le programme du Ministère s'accompagne d'une réflexion sur la conception et l'architecture des établissements. Ces réflexions sont notamment alimentées la prise en compte des

faiblesses constatées, et des pistes d'amélioration recensées dans les précédents programmes récemment mis en service. L'ambition est de renouveler le vocabulaire urbain et l'écriture architecturale des établissements pénitentiaires, traditionnellement coercitifs.

Il s'agit d'inscrire opportunément les lieux de détention dans leur environnement urbain et social, et de les affirmer en tant qu'édifices publics spécifiques qui remplissent une fonction institutionnelle singulière.

4.2 Réinsertion active : le parcours d'exécution de la peine

Si un établissement pénitentiaire est un lieu de privation de liberté, c'est également un lieu de réinsertion. Le dispositif de réinsertion est fondé sur des nécessités de prévention du suicide, de réinsertion dans la société et de lutte contre la récidive.

L'espace carcéral, lui-même, s'articule autour de différentes entités fonctionnelles, spatialement identifiables et définies (vie, travail, soin, lien social, activités, culte, sport, etc...). Il porte une fonction symbolique permettant de structurer le projet de réinsertion par l'affirmation d'un message positif qui rend perceptible, à tous les stades d'expression, la notion de parcours d'exécution de la peine (qui est étroitement associée à l'idée d'individualisation de la peine).

L'espace carcéral doit permettre un cadencement des heures, des journées, du temps de la peine. Le parcours de peine doit également s'appuyer sur la mise en place d'espaces de socialisation extérieurs et intérieurs, la conception d'espaces collectifs en hébergement et d'espaces extérieurs variés.

La conception architecturale joue un rôle considérable notamment sur la qualité des espaces, la lumière, les vues ou encore les ambiances acoustiques. Le cadre architectural doit contribuer à l'apaisement et à la prise en considération de la personne.

4.3 La prise en compte du personnel de l'administration

Les principes fondateurs s'attacheront à donner aux personnels des établissements pénitentiaires des conditions d'exercice favorables aux missions dévolues, facilitant les actions, le suivi des mouvements, et l'accompagnement individualisé des personnes détenues.

L'administration pénitentiaire souhaite mettre en avant le respect de la considération des personnels et la qualité des conditions de travail des agents. L'objectif est de soulager les tâches matérielles au profit d'une relation plus directe avec les détenus, de préserver un climat de sérénité dans les relations de travail, d'améliorer et de faciliter les conditions d'observation et de sécurité des personnels.

Pour cela, la conception prendra en compte :

- la qualité d'usage facilitant l'exercice des métiers de surveillance et d'accompagnement des personnes détenues dans leur suivi et leurs activités,
- les conditions de vie et de travail dans les locaux et les lieux fréquentés par l'ensemble du personnel (répondre aux exigences de lumière naturelle, de vue sur l'extérieur, de confort thermique, en acoustique, etc.),
- l'ergonomie des postes de travail (de l'administration, du greffe, des postes protégés), en particulier ceux qui sont tenus en permanence ou sur une longue durée, et qui assurent le maintien de la sûreté, la qualité de convivialité et de sérénité de

tous les locaux du personnel en dehors du travail posté, afin de s'inscrire en différence avec le traitement des espaces de travail pour contribuer à la détente.

4.4 L'optimisation fonctionnelle avec des coûts maîtrisés

Le pouvoir adjudicateur attache une importance particulière à la maîtrise économique du projet, tant au niveau de l'investissement que de l'exploitation du bâtiment.

La conception du plan masse contribuera très directement à la qualité fonctionnelle et à la maîtrise des coûts : la recherche d'une organisation efficace et d'une qualité des espaces bâtis et non bâtis entre directement dans l'économie du projet.

La conception architecturale influe en particulier sur l'effectif nécessaire de surveillance. Le cloisonnement est indispensable pour mieux contrôler et cantonner, le cas échéant, les personnes détenues. Cependant, des circulations complexes nécessitent un nombre accru d'agents et génèrent des pertes de temps au détriment de la disponibilité à consacrer à l'accompagnement direct des personnes détenues.

L'économie en milieu pénitentiaire va de pair avec la simplicité : compte tenu de la population accueillie et des exigences liées aux conditions de travail du personnel, les propositions contribueront à l'efficacité (liaisons fonctionnelles bien respectées entre les composantes du programme).

4.5 Les objectifs architecturaux et d'insertion dans le site

4.5.1 La valeur de symbole

L'insertion spatiale, l'architecture, le plan masse, doivent être adaptés à l'expression d'un projet social et institutionnel, centré sur l'affirmation du concept de prison républicaine. Le parti architectural devra par conséquent s'efforcer de souligner cet aspect sans imposer en particulier aux personnels et aux personnes externes au milieu carcéral la lourdeur de la symbolique liée à l'enfermement.

4.5.2 Un message d'espoir

Associé à l'objectif de réinsertion de la personne détenue, l'établissement pénitentiaire sera aussi un lieu de nouveau départ pour la vie en société après l'incarcération. Ainsi les messages de « réparation » et de « préparation à la sortie » devront faire partie intégrante de la conception des lieux.

C'est au sein de la micro-société de l'établissement, et grâce aux liens sociaux qui se tissent autour de celui-ci (parloirs, mais aussi formation, activités, ...), selon des espaces adaptés et respectueux, que la lutte contre la récidive peut se construire, et que chaque détenu pourra prendre ou reprendre ses repères.

4.5.3 Des lieux de vie apaisés

L'atténuation des signes anxiogènes de l'enfermement est une priorité. La conception architecturale s'attachera à créer un lieu de travail pour les personnels, un lieu de vie pour les personnes détenues, et un lieu de passage pour les visiteurs, qui ne soient pas source d'anxiété, de tension, ou de tristesse, et qui au contraire, soient propices à la sérénité et à l'apaisement.

L'objectif est bien de rompre avec la production standardisée et répétitive des réponses architecturales, et de définir une réponse innovante et adaptée à chaque établissement, et à chaque quartier.

Plusieurs paramètres concourent à ces exigences : Le rapport qualitatif au site et au paysage, le rapport à la lumière naturelle, la qualité des vues sur l'extérieur, la diversité des ambiances, l'acoustique, la qualité des espaces extérieurs, et le verdissement des établissements (marquage des saisons, qualité des usages possibles, ...).

5 Enjeux techniques et environnementaux

5.1 L'exigence de sécurité et de sûreté

Il est impossible de considérer les points de sécurité/sûreté isolement, indépendamment de la **réflexion globale** (ex : zones de surveillance / matériel mis en œuvre pour la surveillance / nombre de surveillants en charge de surveillance physique et vidéo, ...) tant sur les choix architecturaux généraux, que sur les dispositions techniques qui viennent en complément.

Les circulations, horizontales et verticales, devront notamment être organisées pour faciliter la gestion des mouvements des personnes détenues escortées et garantir la fluidité de ces déplacements. Cette réflexion globale comprend aussi la différenciation des dispositifs par quartiers et la cible sécuritaire correspondant à la population accueillie dans chacun d'eux. L'objectif est donc d'assurer un **niveau de sécurité adapté**, à la **prévention** et à la **riposte**

éventuelle, par la prise en compte de ces prérogatives humaines et matérielles et dans le respect de chacun.

Les réponses aux exigences doivent être trouvées dans leur globalité selon l'analyse objective des risques. Un élément de sécurité (des bâtiments, des biens, des personnes) et de sûreté (en faveur de la surveillance ou du maintien de l'ordre) n'a en effet pas de valeur absolue en tant que telle mais seulement dans sa relation à l'ensemble dans lequel il prend place.

Cette réflexion globale comprend le niveau de sécurité et de sûreté du Centre de détention dans son ensemble mais aussi la différenciation des quartiers et la cible sécuritaire correspondant à la population accueillie dans chacun d'eux. Les obligations de séparation pourront ainsi être mises en œuvre dès que nécessaire, notamment pour écarter les profils les plus dangereux du reste de la détention.

La gestion des déplacements des personnes détenues au sein de l'établissement est un point important de la dimension sécuritaire (points de croisements, contrôles...). Ainsi, l'organisation des circulations verticales et horizontales fait partie intégrante de la sécurité et de la sûreté active et passive de l'établissement.

5.2 Les objectifs de l'exploitation-maintenance

L'objectif principal est d'assurer un fonctionnement de qualité sur le long terme. En ce sens, cet objectif se décline comme suit :

- fournir en permanence aux utilisateurs un environnement permettant le **bon exercice de l'activité pénitentiaire**,
- maintenir en **très bon état** l'ensemble de l'ouvrage,

- garantir le **parfait fonctionnement des installations** techniques et de sûreté du site,
- satisfaire aux exigences réglementaires en matière **d'hygiène et de sécurité**,
- observer, évaluer et **maîtriser les coûts d'exploitation** et de maintenance,
- assurer une **traçabilité** (historique et géographique) des pannes et des interventions.

Ainsi, la prise en compte, dès la conception architecturale et technique, de l'entretien et de la maintenance des équipements installés (notamment d'accès aisés aux installations, tout en respectant les exigences de sûreté) participera à l'atteinte de ces objectifs. Il s'agira également de prendre en compte la sollicitation exceptionnelle de certains matériels (ex : serrurerie, menuiserie ...) en proposant des produits adaptés.

5.3 S'inscrire dans une démarche de développement durable

Les constructions pénitentiaires doivent s'inscrire dans la stratégie nationale de développement durable définie au niveau gouvernemental pour toutes les politiques publiques.

Les priorités définies sont les suivantes :

- qualité de vie : cet objectif s'intéresse à la qualité du bâti vis-à-vis de ses futurs utilisateurs,
- respect de l'environnement : consommations énergétiques, consommation d'eau, émissions carbone, impact sur la faune et la flore, sont autant de sujets auxquels il faudra porter attention dans la conception du bâtiment,
- performance économique : maîtriser les coûts et charge du bâtiment encourage également la reproductibilité de ce type de projets.

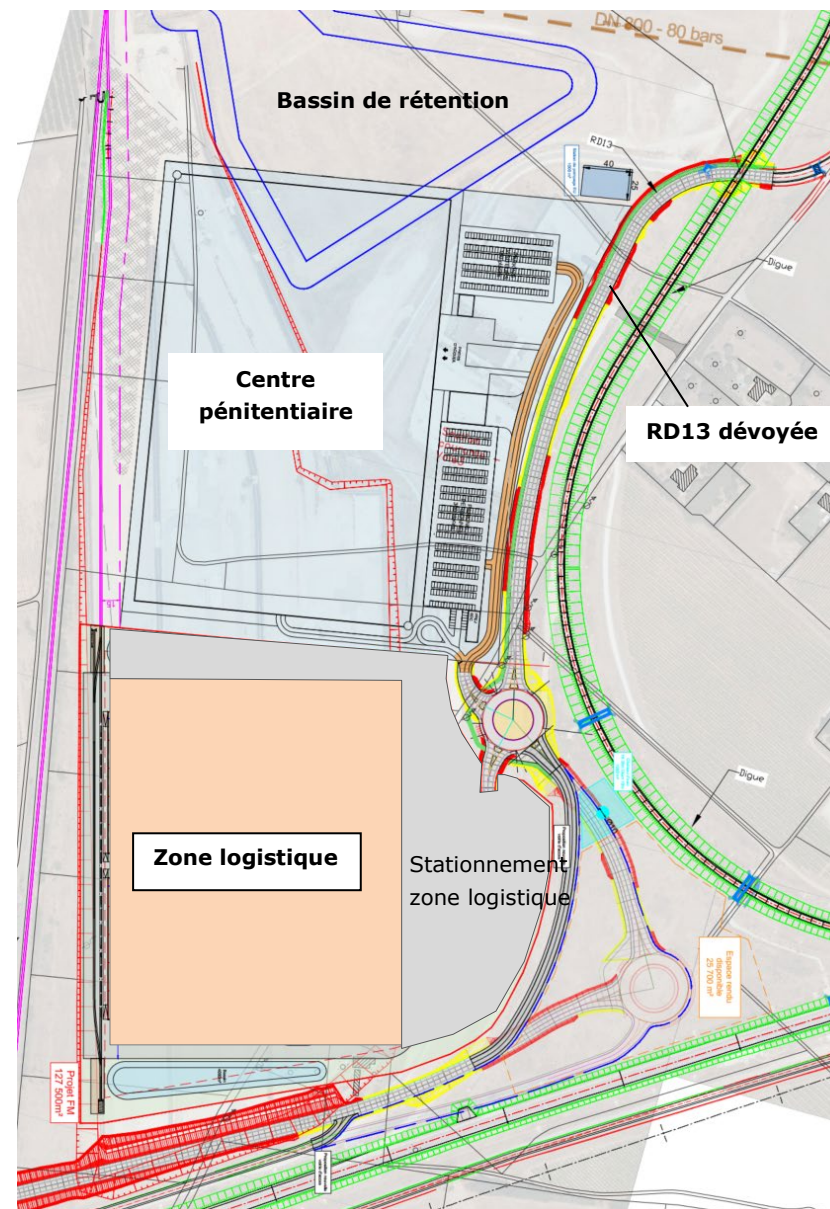
6 Présentation du site

6.1 Limites d'emprise

Le terrain remis au groupement pour l'exécution des prestations dues au titre du marché correspond à une emprise d'environ 25 hectares, situé sur les parcelles cadastrées et chemin représentés sur la carte ci-dessus. Cette emprise de DUP est plus large que la future emprise pénitentiaire (estimée à 17hectare) et elle inclut aussi l'emprise du bassin d'orage (existant), une partie de la route de Générac (RD13) après son dévoiement et d'une future station anti refoulement (voir carte ci-après).

60% des parcelles concernées par le projet sont des propriétés privées.

Plan masse provisoire de l'emprise pénitentiaire, du dévoiement routier et emprise zone logistique



6.2 Etat actuel du site

Le site global d'étude de la base Oc'via est occupé par des parcelles qui ont été utilisées pour la base travaux nécessaire à la construction de la LGV CNM (Contournement Nîmes Montpellier). La base travaux a été démantelée après la mise en service de la LGV (Ligne à Grande Vitesse). Il s'agissait d'une base « multi-sites » comprenant 5 vocations : base vie (bureaux), base logistique terrassements, base équipements ferroviaires, base logistique ouvrages d'art et base de maintenance ferroviaire.

Il est entouré par une rampe ferroviaire qui fait environ 1200 m de long où le chemin de fer a été démantelé. Cette rampe est maintenue dans le cadre du projet de centre pénitentiaire.

Il se trouve au croisement d'une ligne ferroviaire classique Nîmes / Le-Grau-du-Roi et de la LGV.

Le site dispose pour le moment de deux entrées sur la RD13 qui traversent le terrain de part en part et se connectent à la RD135 au Nord et à la RD262 au Sud à l'entrée de Générac.

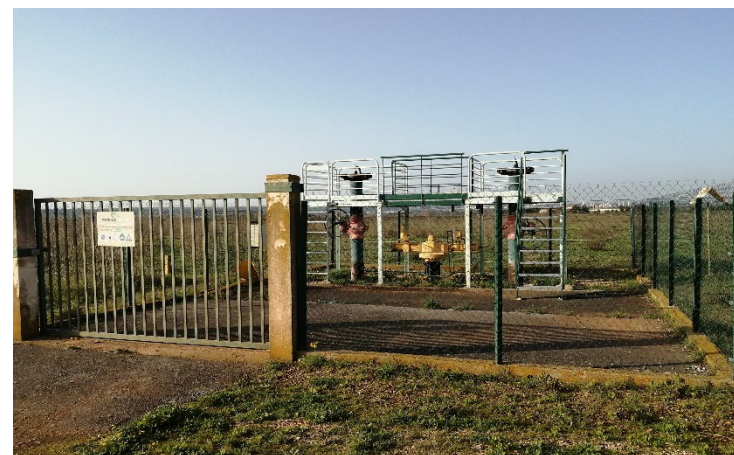
Le site d'étude est donc composé de terrains en friche, une partie des bassins de traitement des eaux est encore en place et une partie est recouverte par des anciennes plateformes bétonnées.

La partie Nord-Est du site d'étude est occupée par d'anciennes parcelles agricoles en état de friche naturelle.



Vue sur la rampe ferroviaire, ouverture pour la Route de Générac (source : APIJ ; 2020)

Au centre du site, se trouve également un poste gaz de sectionnement appartenant et exploité par GRTGaz relatif au gazoduc DN800. Celui-ci ne sera pas impacté par les travaux, qui s'en écartent.



Poste GRTGaz au centre du site (source : EGIS, 2021)

6.3 Projet de zone d'activité

L'agglomération de Nîmes Métropole envisage la création d'une zone d'activités au sein de la partie sud de l'ancienne base travaux oc'via, soit au sud de l'emprise du futur centre pénitentiaire. Les données définitives relatives à ce projet ne sont pas encore disponibles actuellement. Elle sera néanmoins à proximité immédiatement du centre pénitentiaire

Le projet de plateforme logistique n'a pas fait l'objet, à ce stade, de demande administrative. Il s'agit d'une plateforme logistique sous le régime de l'autorisation (ICPE) sur une surface d'environ 15 ha comprenant des hangars de stockage, des parkings VL et PL, et une connexion à la voie ferrée à l'Ouest.

Les travaux de ce projet sont pour le moment prévus pour 2027. Les travaux de construction pourront se dérouler en concomitance calendaire avec ceux du centre pénitentiaire. Il s'agira de deux chantier clos et indépendants sous deux maitrises d'ouvrages séparées.

7 Principales caractéristiques du site d'implantation

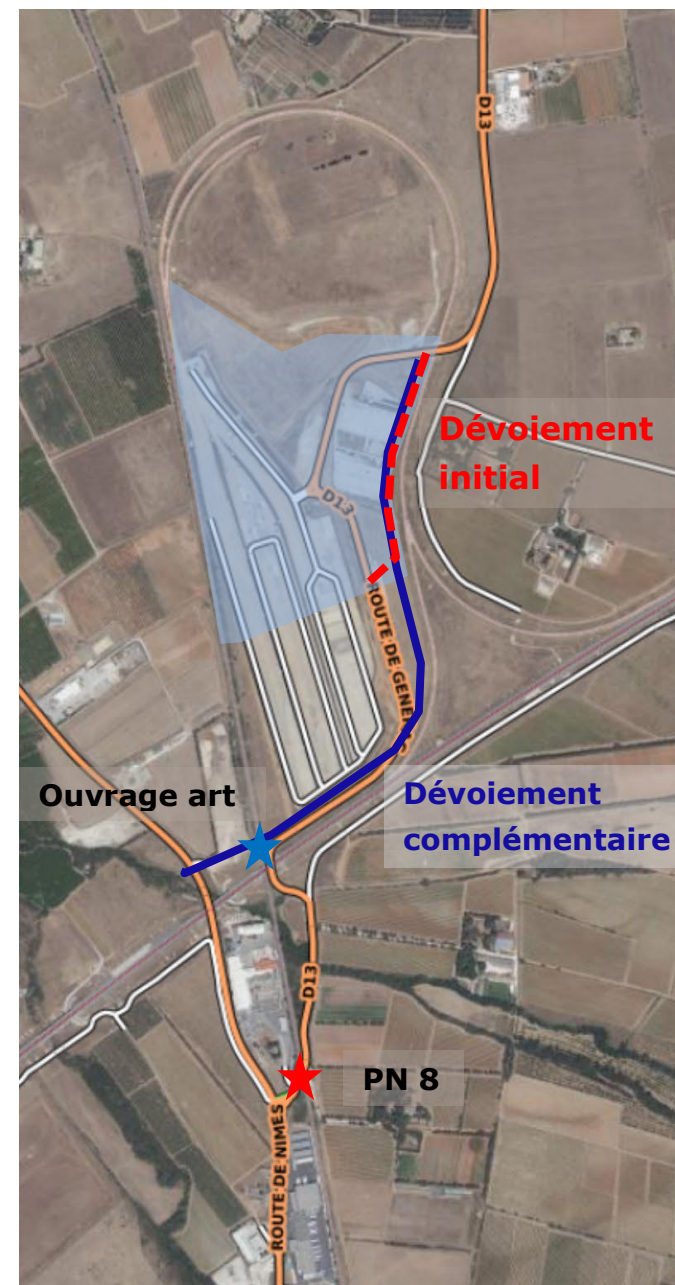
7.1 Accès au site

L'accès au nouvel établissement pénitentiaire se fera par la route RD13 qui sera déviée au plus près du merlon existant.

Le dévoiement de la route de Générac RD13 sera réalisé en partie en concomitance avec les travaux de construction du centre pénitentiaire en vue d'une livraison du nouvel ouvrage été 2027. L'ouvrage d'art de franchissement de la ligne ferroviaire à l'étude au sud du site sera réalisé dans un calendrier ultérieur. Le dévoiement de la route dans sa partie nord (en rouge, dévoiement initial) est prévu en tranche optionnelle de l'opération de construction du centre pénitentiaire. La réalisation d'un dévoiement provisoire pour la phase travaux pourra être mis en place et sera alors inclus dans le cadre de cette tranche optionnelle.

L'ensemble des voiries projetées permettront la desserte poids-lourd avec retournement (pompiers, livraison, ordures ménagères, car de transfert pénitentiaire, etc.). Pour les besoins de la réalisation du chantier du centre pénitentiaire, les accès se feront via les routes existantes et seront à réguler en fonction des contraintes de leur fonctionnement, notamment au regard de la gestion du trafic du passage à niveau PN8.

A noter l'accès au futur l'établissement pénitentiaire se fera par le sud uniquement (hors accès d'urgence et des transports en commun qui pourront utiliser l'accès nord).



7.2 Arrivée des réseaux

Des demandes de Déclarations de Travaux ont été formulées en 2022 et 2023. Il appartiendra à l'entreprise de réaliser en amont de ses travaux la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) de l'ensemble des concessionnaires concernés.

✓ Eau potable

La communauté de Nîmes métropole a la compétence de l'eau et de l'assainissement sur la commune de Nîmes.

Les scénarios le plus vraisemblables à ce stade sont :

- une alimentation depuis Nîmes jusqu'à l'établissement pénitentiaire,
- une alimentation depuis Nîmes jusqu'à Générac (pour un problème de temps de séjour et donc de potabilité) avec desserte « en route »
- une adduction pure entre Nîmes et Générac avec un renforcement puis une extension de la distribution entre Générac et l'établissement pénitentiaire (l'eau distribuée serait alors un mélange Nîmes-Générac)

La viabilisation du centre pénitentiaire consistera donc à la création d'une conduite sous pression depuis le réseau mis à disposition par la métropole via la création d'une conduite DN200, sur quelques dizaines de mètres, depuis le réseau DN300/400 sur la route de Générac (et son dévoiement), jusqu'au Centre Pénitentiaire et à la mise en place d'un surpresseur ou par la réalisation d'un château d'eau en dehors de l'emprise du projet qui assurera

l'approvisionnement pendant 24h et pourra contenir la réserve incendie

NB : Cette proposition ne pourra être définitive qu'après stabilisation du projet de la futur desserte Nîmes Métropole et coordination avec la Direction de l'Eau.

✓ Défense incendie

Lors des différents échanges avec la Métropole, concernant l'approvisionnement en eau potable pour la réserve incendie, trois options sont possibles :

1. Réalisation par la métropole d'un château d'eau qui assurera l'approvisionnement pendant 24h et pourra contenir la réserve incendie. Il sera alors mutualisé pour l'approvisionnement d'eau potable.
2. Stockage au sol (voire sous-sol) de l'eau avec des surpresseurs (assurant aussi stockage incendie) Il sera alors mutualisé pour l'approvisionnement d'eau potable : Ouvrages et dispositifs à créer dans le cadre du projet de conception-réalisation
3. Equipement de la station de Nîmes en surpresseur + bache à eau dédiée à l'incendie sur site à créer dans le cadre du projet de conception-réalisation.

Le calendrier de livraison de ces ouvrages (quelque soit l'option retenue) est juin 2027.

Le réseau d'incendie sera raccordé au réseau d'alimentation en eau potable avec un débit total max défense incendie de 180m³/h pendant 2 heures. ce qui correspond à la capacité de 3 poteaux incendie 60m³/h pour 700 places.

✓ **Eaux usées**

Le réseau d'eaux usées de la commune de Nîmes n'est pas présent au niveau du site.

Nîmes Métropole envisage la desserte du Centre Pénitentiaire par le dispositif suivant :

- Réseau en refoulement conventionnel, et gravitaire depuis Générac en passant par la ZAE jusqu'au Centre Pénitentiaire. OU
- Collecte du Centre Pénitentiaire via une centrale pneumatique positionnée au point bas, jusqu'au poste de refoulement desservant la station d'épuration de Nîmes Ouest.

La viabilisation du centre pénitentiaire consistera donc en la réalisation d'un réseau (plus probablement gravitaire), ou par refoulement, en direction du réseau sous pression qui sera mis à disposition par la métropole. Cette dernière hypothèse est la plus probable

✓ **Eaux pluviales**

Le réseau pluvial est caractérisé par les installations de l'ancienne base de construction du réseau SNCF : réseau de noues imperméabilisées s'écoulant vers le Nord en direction d'importants bassins de rétention.

La localisation du projet entraîne le remblaiement d'une partie du bassin de rétention actuel de la base travaux. Le volume restant du bassin de rétention de la base travaux est alors estimé à 70.000 m³ environ en situation projet.

L'aménagement du centre pénitentiaire entraîne une imperméabilisation de la zone par rapport à l'état initial. De ce fait, une compensation à l'imperméabilisation des sols est nécessaire. Le bassin de rétention actuel de la base travaux

est utilisé à cet effet. Le volume maximal à mettre en place serait de 57 450 m³ avec la modification de l'ouvrage de régulation et de la surverse

✓ **Électricité/ Éclairage public**

Le site est raccordé au réseau électrique, mais il n'est pas traversé par une ligne électrique HT.

L'établissement pénitentiaire devra être alimenté en HTA, par un poste de livraison privé. Dans le cas où il serait entièrement dans l'enceinte du domaine privé, il ne doit pas être situé à plus de 250m du domaine public.

Deux solutions peuvent être mises en œuvre selon la capacité du transformateur existant : raccordement BT sur le poste existant ou raccordement sur le réseau HTA avec création d'un nouveau transformateur.

✓ **Télécommunication**

Le réseau numérique à très haut débit de Nîmes Métropole (Gecko) est connecté à la base travaux depuis 2013.

✓ **Gaz**

Le réseau de gaz traverse le site par le biais d'une canalisation de transport de gaz GRT DN 800, mais n'alimente pas le site.

Le retour de GRDF en mai 2023 suite à leur étude de faisabilité pour l'alimentation du site projette une Extension de 1,6km de réseau, pose d'un poste G160 (250m³/h) en 300 m Bar.

7.3 Topographie / hydrographie

✓ Topographie

La topographie du site d'étude est une plateforme, ancienne base de travaux, avec un relief peu prononcé. Le site est actuellement entouré par un merlon qui était utilisé pour faire transiter les trains de chantier.

Le site présente une légère pente (pente moyenne de 2%) orientée vers le Nord-Sud.

L'altitude moyenne du site est de 39 m NGF.

L'ancienne rampe SNCF (merlon) entoure le site avec une hauteur variant de 41 à 47 m8 MNT. L'actuelle ligne ferrée régionale (à l'ouest du site) le surplombe de 41 m MNT.

✓ Hydrographie

Le site d'étude est localisé dans le bassin versant de la Vistre.

Aucun cours d'eau n'est présent sur le site d'étude.

3.4 Géologie

La zone de projet repose sur les cailloutis d'âge villafranchien correspondant à un vaste épanchement de matériaux alpins déposés après par l'ancien Rhône. Ces dépôts alluvionnaires comprennent une forte proportion de galets dans une matrice de sables, limons et argiles. Les cailloutis villafranchiens reposent sur un substratum constitué par une molasse burdigalienne et des marnes plaisanciennes imperméables.

Selon la carte géologique au 1/50 000^e du BRGM, le site de l'étude se situe au droit :

■ Fv Alluvions anciennes, alluvions des plus hautes terrasses

■ OE Loess in situ (Quaternaire: Würm).

Des investigations ont été menées en décembre 2020 (voir Etude géotechniques G1 GINGER et Fondasol) et elles permettent de définir la coupe suivante :

- Terrains superficiels
- Cailloutis du Villafranchien
- Argiles sableuses
- Soubassement argilo-marneux

Ce type de sol est très sensible aux variations de conditions hydriques.

7.4 Étude géotechnique

Des investigations ont été réalisées par FONDASOL du 09 Octobre 2023 au 19 Octobre 2023 (coupes et résultats en annexe de l'Etude géotechniques G1 GINGER et Fondasol).

Concernant les avoisinants, il convient de s'assurer d'absence d'interaction entre les ouvrages futurs (centre pénitentiaire, ZAE, route...) et les existants (voirie ferrée...) ou de prendre les dispositions constructives adéquates.

L'horizon porteur semble être la formation de cailloutis du Villafranchien (H2). Un mode de fondation superficielle par semelles filantes ou isolées est envisageable dans l'horizon H2 des cailloutis du Villafranchien. Elles seront ancrées de 0.3m minimum dans cet horizon et devront respecter la mise hors dessiccation du sol par un encastrement de 1.2 m/TN minimum.

Compte tenu du contexte géotechnique (remblais très hétérogènes notamment et ponctuellement épais), il convient de mettre en œuvre une dalle portée par les fondations.

Des terrassements de terrains seront à prévoir en fonction du niveau altimétrique fini du niveau bas du projet en lien avec le niveau bas du dévoiement routier de la route de Générac et la future ZAE.

Des dispositions devront être prises vis-à-vis du retrait/gonflement des argiles. Prescriptions générales en termes de conception bioclimatique

Les bâtiments devront adopter une conception bioclimatique. Plusieurs prescriptions ont été listées concernant la conception bioclimatique, la conception aéraulique, la végétalisation et le confort d'été.

Prescriptions générales :

- Capturer et se protéger de la chaleur
- Transformer et diffuser la chaleur
- Favoriser l'éclairage naturel
- Réaliser une étude acoustique (prescriptions répertoriées dans les fiches espaces du programme technique)

Recours aux énergies renouvelables en production

7.5 Expertise écologique : enjeux

Cf. en annexe le résumé non technique de l'étude d'impact.

Niveaux d'enjeu et leur justification (Egis, sept. 2023)

| Groupe | Niveau d'enjeu | Justification |
|-----------------------|----------------|--|
| Habitats | Faible | Habitats fortement influencés par les activités anthropiques |
| Flore | Fort | Présence d'espèces exotiques envahissantes |
| Avifaune | Très fort | 2 espèces à enjeu local très fort : Outarde Canepetière et Pie-grièche à tête rousse, et 3 espèces à enjeu local fort : Coucou geai, Œdicnème criard, et Petit gravelot. |
| Mammifères terrestres | Faible | Espèces communes et non protégées |
| Chiroptères | Modéré | Absence de gîtes potentiels. 1 espèce à enjeu fort patrimonial. Zone de chasse et de transit. |
| Amphibiens | Modéré | cinq espèces protégées. Une grande partie des individus ont été retrouvés au niveau du bassin d'orage. |
| Reptiles | Modéré | Six espèces protégées à l'échelle nationale. |
| Insectes | Modéré | Présence d'une espèce protégée |

Le site est situé dans une zone Natura 2000 sous la directive oiseaux. Une attention particulière est apportée à l'Outarde canepetière du fait de son statut réglementaire (espèce protégée au niveau européen), patrimonial et son rôle d'espèce parapluie.

Les outardes exploitent l'intérieur de la boucle ferroviaire en partie nord comme site d'hivernage principal fréquenté par plus d'une centaine d'individus. Il s'agit d'un site d'importance nationale pour l'espèce.

8 Contraintes urbaines

8.1 Outils de planification urbaine

Les documents d'urbanisme locaux (SCoT de Nîmes, PLU de Nîmes et PLU de Milhaud) seront mise en comptabilité avec le projet via la procédure de DUP en cours d'instruction.

8.2 Servitudes d'utilité publique

✓ I3 – Servitude relative aux canalisations de gaz

Le site de projet est concerné par la présence de la canalisation de transport de gaz haute pression Montpellier-Nîmes (« Artère du midi » (DN800)), dont l'exploitant est GRT Gaz.

Cette canalisation est soumise à l'arrêté préfectoral n°20-059-DREAL du 22 janvier 2020 qui définit trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation :

- **Périmètre SUP1** correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement:
En application de l'article R.555-30 du code de l'environnement, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de

l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié, définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

- **Périmètre SUP2** correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- **Périmètre SUP3** correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit: L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

| Nom | DN | Implantation | Distances SUP (en m de part et d'autre de la canalisation) | | |
|----------------|-----|--------------|--|-------|-------|
| | | | SUP 1 | SUP 2 | SUP 3 |
| Artère du midi | 800 | Enterré | 395 | 5 | 5 |

La moitié Nord du site de projet est comprise dans le périmètre SUP 1 défini par arrêté préfectoral. Le projet de construction de l'établissement pénitentiaire sera soumis à une analyse de compatibilité conformément aux articles R.555-31 du code de l'environnement et article 29 de l'arrêté

du 5 mars 2014 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. Les distances SUP 2 et 3 de 5 mètres de part et d'autre de la canalisation interdisent la réalisation d'un établissement déclaré comme ERP.

À noter que les bâtiments à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire ne sont pas classés ERP (Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle). Seuls les bâtiments visiteurs sont classés ERP et seront implantés en-dehors des servitudes SUP 1, 2 et 3.

✓ **Protection du Patrimoine**

D'après l'arrêté préfectoral n°1940 du 1er septembre 2003 relatif au zonage du patrimoine archéologique fixe des secteurs de sensibilité archéologique sur le territoire de Nîmes. Le site de projet est concerné par le secteur 1 constituant un secteur très sensible. Tous les demandes de permis de construire, démolir et d'autorisation d'installation ou de travaux devront être transmis au préfet de Région (procédures administratives en matière d'archéologie préventive).

✓ **T1 – Servitude relative aux chemins de fer**

Il s'agit de servitudes concernant les propriétés riveraines des chemins de fer de la ligne SNCF n°810.000 de Tarascon à Sète Ville.

8.3 Patrimoine culturel

Le site de projet n'est pas concerné par des éléments de monuments historiques ou les périmètres qui leurs sont associés.

8.4 Diagnostic archéologique

Le site ne fait l'objet d'un zonage archéologique défini au PLU de Nîmes. Aucun site archéologique n'est recensé à ce jour sur le site.

Une opération de diagnostic archéologique n'a pas été jugé nécessaire par la DRAC sur la partie du site au Sud du gazoduc, interrogée par l'APIJ.

8.5 Risques majeurs

8.5.1 Risques naturels

✓ Retrait et gonflement des argiles

Le niveau d'aléa identifié est moyen sur l'ensemble du site.

Par ailleurs, aucun mouvement de terrain n'est recensé sur ou à proximité du site d'étude.

✓ Risque sismique

Les communes de Nîmes et de Milhaud sont catégorisées en zone de sismicité faible (zone 2).

Depuis le 1er mai 2011, les règles européennes dites « Eurocode 8 » (norme NF EN 1998-parties 1 à 6 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes) s'appliquent obligatoirement en zone faible, modérée et moyenne lors de la construction neuve ou les réhabilitations importantes concernant les bâtiments à risque normal (pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants).

Le projet devra prendre en compte la réglementation sismique en vigueur et respecter les normes de construction induites.

✓ Inondation par remontée de nappe

La partie Sud du site d'étude est identifiée comme « zones potentiellement sujettes aux inondations de cave ». Le reste du site est identifié comme « zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe » (cf. carte proposée par le BRGM)

✓ Crue à débordement de cours d'eau

Les communes de Nîmes et Milhaud sont soumises au risque inondation.

Le site d'étude n'est pas concerné par le zonage réglementaire de PPRI.

Risque radon

Les communes de Nîmes et Milhaud sont classées en catégorie 1 vis-à-vis du risque radon.

✓ Mines et carrières

Le site de l'étude n'est pas concerné par le risque minier et ne fait l'objet d'aucun titre minier.

✓ Cavités souterraines

Aucune cavité n'est recensée sur la zone du projet ou dans ces environs.

8.5.2 Risques technologiques

✓ PPRT

Le site de projet n'est concerné par aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

✓ Risques industriels et agricoles

Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) n'est localisée en bordure du site d'étude. Les ICPE les plus proches se trouvent :

- au Nord : la société EVOLIA (2,3 km du site) dont l'activité principale est la valorisation énergétique des déchets (régime autorisation) ;
- au Sud : CREAVIE Sarl (900 m du site) dont l'activité principale est relative aux travaux publics (régime de déclaration).

Leur présence ne constitue pas de contrainte vis-à-vis du projet.

A noter, la future zone logistique sera classée ICPE et devra prendre en compte le centre pénitentiaire dans ces dossiers.

8.5.3 Transport de matières dangereuses

✓ Conduites de gaz naturel

La canalisation de transport de gaz naturel, située en partie Nord du site d'étude, est identifiée pour le risque de Transport de Matières Dangereuses.

Les caractéristiques et servitudes de la canalisation sont développées au chapitre « 5.11.3 Servitudes d'utilité publique ».

✓ Voies routières, ferroviaires et fluviales dédiées au TMD

La RD135 au Nord est concernée par le risque de Transport de Matières Dangereuses.

8.5.4 Pollution des sols

Aucun site BASIAS ou BASOL n'est localisé sur le site d'étude ou à sa proximité immédiate.

La présence de sites pollués (ou potentiellement pollués) à proximité du site ne constitue pas une contrainte pour la construction de l'établissement pénitentiaire.

8.6 Déplacements

8.6.1 Infrastructures routières

La commune est particulièrement bien desservie par les infrastructures routières. (A9, A54, RD 135, RD262 et RD13).

Le site est actuellement traversé et bordé par la RD13 « route de Générac ». Afin de permettre l'implantation du projet d'établissement pénitentiaire et la continuité routière, la RD13 sera dévié au plus proche de la rampe ferroviaire au droit du projet. Ce dévoiement se fera dans un premier temps sur la longueur du site pénitentiaire (dans ce cas, l'accès sud via le passage à niveau n°8 restera inchangé). Le dévoiement sera prolongé en un second temps au sud pour permettre l'implantation de la zone logistique. Dans ce cas, un ouvrage d'art sera implanté pour permettre le franchissement de la ligne TER hors passage à niveau. Réseau de transports en commun

Le site n'est pas desservi directement par les transports en commun du réseau Tango, réseau de bus de Nîmes Métropole géré par Transdev Nîmes mobilité.

Afin de desservir le site, une réorganisation du réseau de transports en commun devra être envisagée.

8.6.2 Infrastructures ferroviaires

La gare la plus proche est celle de Générac. C'est une gare ferroviaire de la ligne de Saint-Césaire au Grau-du-Roi (TER Occitanie à destination ou en provenance de Nîmes, Grau-du-Roi).

La gare de Nîmes est située à 10,5 km soit 18 minutes de trajet en voiture. Elle est desservie par des TGV, des Intercités de nuit et des trains express régionaux du réseau TER Occitanie.

8.6.3 Transports aériens

L'aéroport de Nîmes Alès Camargue Cévennes est situé au Sud-est de Nîmes, à près de 12,5 km du site soit 15 minutes de trajet en voiture.

Il est desservi par la navette aéroport depuis la gare routière de Nîmes à l'aéroport du réseau Tango. Cette ligne rejoint la gare routière de Nîmes en environ 25 minutes.

8.6.4 Mobilités douces

Le réseau cyclable de Nîmes est surtout présent dans le centre historique de la ville. En dehors du centre urbain la quasi-absence de pistes cyclables est observée. Le projet de dévoiement de la RD13 vise, à ce stade, l'intégration d'une voie cyclable dans la route projetée.

La même observation est faite sur la commune de Milhaud.

9 Données de calibrage programmatique

9.1 Données capacitaires

A titre indicatif, les capacités nominales et opérationnelle prévisionnelles de l'établissement pénitentiaire sont pour mémoire les suivantes :

| Type de quartier d'hébergement | Nombre de quartier | Capacité nominale |
|--|--------------------|-------------------|
| Quartier d'Accueil et d'Evaluation | 1 Quartier | 60 places |
| Quartier Maison d'Arrêt | 1 Quartier | 113 places |
| Quartier Maison d'Arrêt Vulnérables + UEAT | 1 Quartier | 113 places |
| Quartier Centre de Détention | 2 Quartiers | 300 places |
| Quartier Respect | 1 Quartier | 114 places |
| Capacité nominale totale de l'établissement | 6 Quartiers | 700 places |

Les capacités non comprises dans les capacités nominales sont :

| Type de quartier d'hébergement | Nombre d'unités | Capacité par unité |
|--------------------------------|-----------------|--------------------|
| Quartier d'Isolement | 1 unité | 20 places |
| Quartier Disciplinaire | 1 unité | 20 places |
| UDV | 1 unité | 10 places |
| TOTAL | 3 unités | 50 places |

Une Plateforme Régionale d'Extraction Judiciaire est également prévue.

Les effectifs prévisionnels du centre pénitentiaire de Nîmes sont évalués à 385 dont 346 personnels de surveillances.

Par ailleurs, l'établissement compromettra entre autres les unités fonctionnelles suivantes :

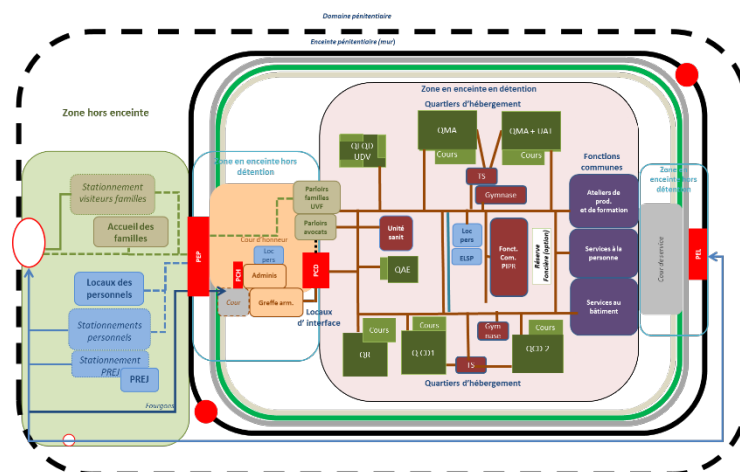
- Unité sanitaire
- Locaux d'insertion et de prévention de la récidive (PIRP)
- Ateliers de formation et de production
- Services à la personne (SAP) : cuisines cantine ; boulangerie et blanchisserie
- Services au bâtiment (SAB)
- Espaces sportifs
- Espaces extérieurs
- Locaux famille
- Locaux de personnel

9.2 Répartitions des surfaces

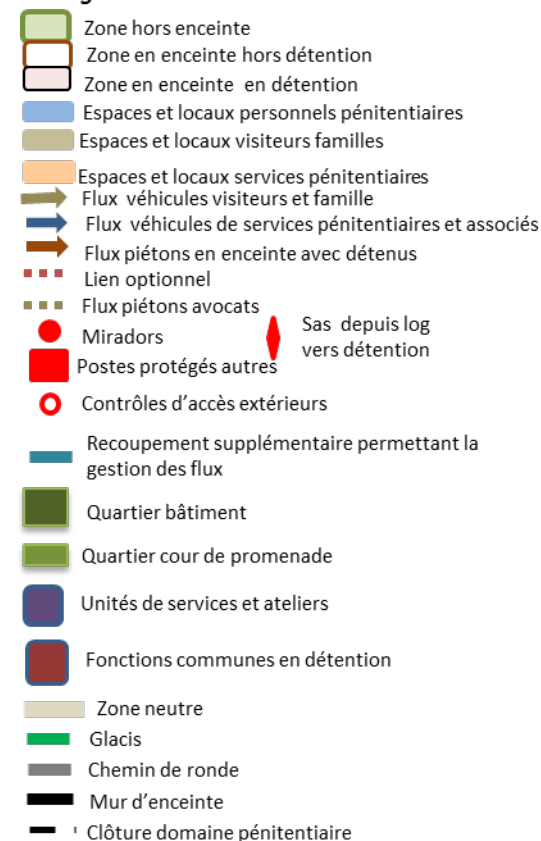
Les besoins théoriques relatifs à la construction du Centre de détention de Nîmes Sud se traduisent par environ 24 000 m² de surfaces utiles réparties comme suit :

- zone hors enceinte (locaux du personnel, AFA, PREJ ...) : **1 500 m²** environ ;
- zone en enceinte et hors détention (portes d'entrée, locaux du personnel, greffe, administration, ...) : **2 500 m²** environ ;
- zone en enceinte et en détention :
 - Zone en enceinte en détention locaux d'interface (locaux de sûreté, parloirs, ...) : **1 060 m²** environ ;
 - Zone en enceinte en détention quartiers d'hébergement : **10 300 m²** environ ;
 - Zone en enceinte en détention fonctions communes (SMPR, PIPR, ateliers, SAP/SAB) **8 500 m²** environ.

9.3 Principe de localisation des unités fonctionnelles



Légende



Principes de localisation des unités fonctionnelles